

*Initiatives ministérielles*

Bref, on serait en droit de s'attendre à connaître les initiatives que ce gouvernement entend mettre en place. Il est muet, muet. Mais à propos de la TPS, je veux leur rappeler, parce que l'occasion est trop belle, qu'ils ont pris des engagements auprès de la population. Au Comité des finances, on avait entendu presque n'importe quoi. Cette taxe-là est mauvaise, tout le monde s'entend là-dessus, sur un certain nombre de choses.

• (1650)

Les principes de base ne sont pas tous mauvais là-dedans, mais certains députés du parti gouvernemental disaient que l'économie au noir était en grande partie due à la TPS. Il y a des limites. Il ne faut pas tomber dans l'exagération. Les chiffres qui étaient lancés étaient surprenants. C'était à coups de milliards de dollars en pertes de revenu pour le gouvernement seulement à cause de la non-acceptation de la TPS. Il y a certainement un peu de vrai dans cela, mais pas dans les proportions qu'ils ont mentionnées durant la campagne électorale ou devant le comité.

Il n'en demeure pas moins que c'était leur opinion. Ils sont tous devenus muets par rapport à la TPS. Apparemment que ça a brassé un petit peu durant le caucus qu'ils ont eu avant la rentrée. On en a discuté, mais pas beaucoup publiquement et à la longue, on espère que les gens vont oublier.

Mettre en application une taxe réformée, ce n'est pas facile. Le principal reproche qui a été fait à la TPS par les milieux d'affaires était le court délai entre la prise de décisions, la définition de la taxe et la mise en application. Comme cela s'est fait très rapidement, il y a eu beaucoup de confusion, ce qui n'a d'ailleurs jamais été réglé complètement parce qu'il y a encore tout près de un milliard de dollars de comptes non récupérés ou de taxes non récupérées, dû en grande partie à des difficultés de compréhension initiale de la taxation. Cela a fait en sorte d'amer beaucoup de gens à ne pas nécessairement la comprendre.

S'ils veulent réformer cette taxe-là avant la fin de leur mandat, il ne leur reste pas beaucoup de temps pour définir les règles du jeu. C'est surprenant qu'on n'entende plus parler de cela. Ce sont des gens qui demandent aux Québécois de leur faire un chèque en blanc et de croire à leur parole. Pourtant, leur parole en campagne électorale était qu'ils allaient abolir la taxe et la remplacer par autre chose. Autre chose n'étant pas défini, la première partie ne s'applique pas. Personne ne travaille à autre chose. Le ministre des Finances nous fait de temps en temps de belles phrases pour nous dire qu'il discute avec ses homologues des provinces, mais il discute, il discute, au-delà de la discussion, est-ce que ça avance? Où cela va-t-il?

On sait très bien que dans leur stratégie, ils espéraient l'arrivée d'un gouvernement libéral en Ontario qui leur serait plus ami pour pouvoir collaborer, parce qu'on sait que le problème majeur de la réforme de cette taxe vient du fait qu'en Ontario, il y a encore une taxation sur les intrants, les produits utilisés dans la fabrication d'autres produits. Par exemple, un morceau de bois qu'on prend pour faire un meuble est un intrant, si on le transforme.

Il y a un certain nombre d'intrants qui sont taxés en Ontario et on parle d'une valeur de quelques milliards de dollars. Il y aurait là une perte de revenu assez grande en Ontario, si on faisait une harmonisation des deux taxes.

Cela fait qu'on se retrouve avec une taxation relativement complexe, pas simple. Dans le cas du Québec, cela a été harmonisé mais cela démontre encore une fois un des problèmes fondamental de notre système politique canadien actuel qui est lié à ce pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, qui peut dépenser dans n'importe quel domaine, mais pour le faire, il doit aussi ramasser l'argent.

Comme les gouvernements, et des provinces et du fédéral, ramassent l'argent de la même façon, par l'impôt sur le revenu et par la taxation, cela fait des intervenants multiples. Plus particulièrement encore au Québec, parce qu'au Québec, on n'a jamais fait tellement confiance à la capacité de recevoir indirectement par les virements de transferts. Si on regarde ce qui se passe actuellement, peut-être qu'on a bien fait. On s'est toujours battu davantage pour récupérer des points d'impôt que pour récupérer des paiements de transfert, parce que tôt ou tard, c'est une tendance très facile du gouvernement de les couper.

Cela a fait en sorte de compliquer beaucoup le système pour les individus. Pour les entreprises aussi. Il y a chez moi des gens d'affaires qui me demandent souvent: Quels vont être pour nous les avantages concrets si jamais le Québec décidait de se prendre en main et d'assumer sa pleine autonomie, tout en ayant des relations avec nos partenaires commerciaux? Quand on discute avec eux, ils s'aperçoivent rapidement qu'il y a des avantages très concrets pour eux, immédiats, et cela me fait plaisir de le souligner à mon collègue réformiste. Effectivement, il n'y aura plus qu'un seul système de taxation.

Pour eux, cela représente beaucoup moins de paperasse, beaucoup moins de troubles, c'est beaucoup plus simple à comprendre. C'est la même chose pour les individus. Tout le monde n'a qu'à se rappeler de la période du printemps, quand on arrive près de la date limite des déclarations d'impôt, on sort nos reçus, nos relevés d'emploi, nos relevés d'assurance-chômage ou autres, et on regarde cela pour faire nos déclarations. C'est extrêmement complexe.

• (1655)

Personne ne fait beaucoup d'efforts pour la simplifier. Lorsqu'on aura éliminé un palier gouvernemental, on aura déjà fait une certaine progression à ce niveau. Dès le départ, il n'y aura pas une tendance à multiplication naturelle parce que deux gouvernements s'amuse à ramasser de l'argent et à pouvoir le dépenser n'importe comment.

C'est un des problèmes majeurs de ce système politique qui fait en sorte qu'on est arrivé à 500 milliards de dollars de dette avec rien de concret pour restructurer le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, pouvoir de dépenser qui est finalement devenu un pouvoir d'endetter. Si on regarde concrètement ce que cela a donné, et si on regarde les résultats en ce qui a trait à l'emploi, cela n'a même pas permis d'éviter d'avoir des taux de chômage et des taux de sans-emploi inacceptables.